

Rapport final de mandat

Ana McBride

Awa Seye

Béatrice Harvey

Danielle Claude Mbwentchou Yao

Rosemarie Perron-Gagnon

Travail remis à

L'Institut de la Francophonie pour le Développement Durable(IFDD)

Et

L'ONG Vétérinaire Sans Frontière (VSF)

Département d'économie agroalimentaire et des sciences de la consommation

Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation

Université Laval

30 avril 2023

Résumé

Le Niger est un pays d'Afrique de l'Ouest dont l'économie est fortement axée sur l'agriculture. Malheureusement, depuis plusieurs décennies, ce secteur est confronté au problème de conflits agropastoraux avec pour conséquences directes la diminution des performances du secteur agropastoral et l'insécurité alimentaire sur le territoire. Afin de faire face à cette problématique, de nombreuses initiatives tant nationales qu'internationales se sont multipliées. Mais, il a été noté au fil du temps une persistance et même une complexification de la situation. Le travail effectué dans le cadre de ce mandat avait pour but de faire ressortir des avenues originales pour la réduction de ces conflits en se penchant sur le cas de Dosso et Tillabéri, deux régions fortement touchées par cet enjeu. Pour ce faire, nous avons fait un diagnostic qui ressortait les causes, les manifestations, les conséquences et les méthodes qui étaient déjà appliquées pour améliorer la situation. Les informations ont été obtenues par des entretiens individuels avec des représentants de Vétérinaire sans Frontières (VSF) et d'association de producteurs et d'éleveurs. Les acteurs nous ont révélé que les couloirs de passage, les concertations à l'amiable, la distribution des informations sur la libération des champs et les sensibilisations sur l'importance de la cohésion sociale sont des actions qui sont menées pour atténuer les conflits agropastoraux dans la zone. Par ailleurs, entre autres causes qui justifient la persistance de ces conflits dans les régions d'étude sont comptées principalement la mauvaise gouvernance, des dispositions personnelles et perceptions des antagonistes et de la diffusion de la mauvaise information concernant le calendrier culturel. Pour faire face à ces conflits, nous proposons à VSF et ses partenaires d'agir sur ces causes. De manière spécifique, il s'agit de (i) favoriser et soutenir la communication des informations importantes telles que les dates de libération des champs propres à chaque zone, (ii) sensibiliser les agriculteurs sur les bénéfices partagés du pastoralisme en vue de renforcer la cohésion sociale, et (iii) renforcer la connaissance des populations sur la réglementation et le droit.

Table des matières

Résumé	I
Liste des figures.....	III
Remerciements	IV
Introduction	1
1. Méthodologie.....	5
1.1. Zone d'étude.....	5
1.2. Méthode de collecte de données.....	5
1.3. Méthode de présentation et d'analyse des données	6
2. Diagnostic.....	7
2.1. Revue de la littérature.....	7
2.1.1. Manifestations des conflits agropastoraux	7
2.1.2. Causes des conflits agropastoraux.....	8
2.2. Présentation des résultats des entretiens.....	10
2.2.1. Les causes des conflits.....	11
2.2.2. Les manifestations et les conséquences des conflits	12
2.2.3. Les mécanismes en place pour mitiger et résoudre les conflits.....	13
2.3. Analyse des résultats et diagnostics de la situation des conflits agropastoraux au Niger	15
3. Recommandations	17
Conclusion.....	23
Bibliographie	25

Liste des figures

Figure 1 : Carte des routes et des zones de déplacement au Niger..... 14

Figure 2 : Causes, manifestations et conséquences des conflits agropastoraux au Niger ... 16

Remerciements

Nous remercions :

- L'Institut de la francophonie pour le développement durable de nous avoir fait confiance en nous proposant un mandat au Niger dans le cadre de notre exercice formatif et particulièrement Mme Ngo-Samnack pour ses orientations et son accompagnement tout au long du processus ;
- L'organisme Vétérinaires Sans Frontières et ses représentants de Niamey pour leur disponibilité, leur aide et leur partage d'expérience dans le cadre de ce mandat ;
- Les intervenants de la société civile agropastorale, les pasteurs et les agriculteurs qui ont accepté de participer aux entretiens semi-dirigés.

Introduction

Les changements climatiques s'opèrent de manière inégale à travers la planète et les conséquences sont plus importantes dans certaines régions (Nguyen, 2020). Les pays du Sahel, tels que le Niger, un pays d'Afrique de l'Ouest, sont couramment vulnérables aux phénomènes climatiques extrêmes plus fréquents provoqués par la hausse de la température globale (United Nations Framework Convention on Climate Change [UNFCCC], 2021). Le Niger est confronté à la dégradation accélérée des terres et des écosystèmes, la perte de la biodiversité et la raréfaction des ressources hydriques (Réseau national des Chambres d'Agriculture du Niger, 2019).

Les dommages liés aux changements climatiques tels que les effets dévastateurs de la sécheresse, les inondations et la diminution des ressources affectent la qualité des terres arables essentielles à l'agriculture (Réseau national des Chambres d'Agriculture du Niger, 2019). Le Niger est un pays peu industrialisé avec une économie peu diversifiée et dépendante du secteur agricole qui se compose principalement d'élevage et d'agriculture de subsistance qui assure une production autoconsommée à 85 % (Institut National de la Statistique [INS], 2019). Au Niger, près de 40 % du PIB est assuré par l'agriculture (United Nations Office for Project Services [UNOPS], 2023). Malgré la place stratégique de l'agriculture, celle-ci est confrontée à de multiples enjeux. Il s'agit, entre autres, de la position du Niger au sud du tropique du Cancer, reconnu comme l'une des zones les plus chaudes au monde, les conflits agropastoraux, l'accroissement de la population due au taux de natalité élevé, les mouvements terroristes, les changements climatiques, et l'accès limité aux ressources de production, dont l'eau et la terre (Habou et al., 2016 ; United Nations Office for Project Services [UNOPS], 2023). Tous ces problèmes ont des conséquences néfastes directes sur les performances agricoles, notamment la production totale du pays et par ricochet sur l'état de sécurité alimentaire (Habou et al., 2016 ; UNOPS, 2023). La « sensibilité des activités agropastorales aux risques climatiques, écologiques, économiques et même sociaux fait que le pays n'arrive pas toujours à assurer une alimentation saine et suffisante à l'ensemble de la population » (Réseau national des Chambres d'Agriculture du Niger, 2019). En décembre 2022, le Niger connaît de l'insécurité alimentaire aiguë qui touche 2 millions de personnes (Nations Unies, 2022).

Face à cette situation, le pays s'est doté de plusieurs stratégies telles que l'initiative 3N, qui signifie « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens » dont les axes stratégiques visent à « contribuer à mettre les populations nigériennes à l'abri de la faim et leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus ». Les axes de l'initiative 3N sont les suivants : 1. Accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques, 2. Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires, 3. Amélioration de la résilience des populations face aux changements climatiques, crises et catastrophes, 4. Amélioration de l'état nutritionnel des nigériennes et des nigériens et 5. Animation et coordination de l'I3N (Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger, 2019). À côté de ces initiatives nationales, la société internationale agit également en fonction de ses axes d'intérêt (Burton & Justus, 2013).

En raison de sa vulnérabilité aux changements climatiques et des problématiques qui sont engendrées par la quête d'accès aux ressources, le Niger a été ciblé par le projet NEXUS mis en œuvre par l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), un organisme subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), en collaboration avec plusieurs partenaires tels que Vétérinaires sans Frontières (VSF) (UNFCCC, 2021 ; OIF, 2023a). L'IFDD « a pour mission de développer la coopération au service de la transition énergétique, de l'environnement et du développement durable » (OIF, 2023b). VSF, quant à elle, est une organisation à but non lucratif qui œuvre dans le domaine des productions animales comme support aux petits agriculteurs (VSF, 2023). Le projet « NEXUS a pour but de favoriser l'adaptation et la résilience climatique des populations francophones vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes. » (OIF, 2023a). Le projet se déroulera sur une période de près de 5 ans, entre janvier 2023 et décembre 2027 et celui-ci vise plus de 20 pays francophones faisant face à des défis de sécurité alimentaire (OIF, 2023a). « Le projet NEXUS apporte un appui aux démarches régionales et innovantes d'adaptation et de résilience aux changements climatiques par la mise en place et la vulgarisation d'approches endogènes, intégrées et vertueuses axées sur les synergies positives entre l'agriculture, le climat, l'eau, l'énergie et la biodiversité. » (OIF, 2023a).

Dans le cadre du travail de session du cours de Gestion du développement agricole et rural, (proposé au sein du programme de maîtrise en agroéconomie, nous avons contacté une spécialiste en programmes de l'IFDD, afin de proposer notre aide pour un projet de développement pour assurer la pérennité des actions qui seront engagées auprès des acteurs. Mme E. Lionelle Ngo-Samnick nous a donc proposé un mandat de développement lié à l'agropastoralisme au Niger dans le contexte actuel des changements climatiques dans le cadre des interventions du projet NEXUS : les conflits agropastoraux. Le cadre général de notre mandat s'inscrit dans le contexte de la mise en place d'initiatives qui répondent aux axes principaux du projet NEXUS visant le renforcement des capacités des pratiques agricoles et l'accompagnement technique permettant la mise en application des connaissances (OIF, 2023a). Le mandat sera donc appuyé sur les axes principaux de l'initiative gouvernementale 3N (Réseau national des Chambres d'Agriculture du Niger, 2019). Pour répondre aux objectifs du projet NEXUS, il est d'abord nécessaire de comprendre la situation dans laquelle se trouve la population visée.

Comme mentionné précédemment, les conflits agropastoraux constituent un réel enjeu au Niger (Boubacar, 2011). Il s'agit sans doute d'un des enjeux qui a le plus fait couler d'encre ainsi que mobilisé des moyens financiers et techniques dans la zone au vu de ses effets désastreux (Burton & Justus, 2013 ; Comité international de la Croix-Rouge [CICR], 2022 ; International Institute for Environment and Development [IIED], 2020). Par exemple, près de 2 millions de dollars ont été dépensés par le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix de 2018 à 2020 (Food and Agriculture Organization [FAO], 2021a). Cependant, malgré les multiples interventions, une persistance et même une complexification de ces conflits se poursuivent (Réseau national des Chambres d'Agriculture du Niger, 2020). Il serait donc nécessaire d'examiner quelles sont les avenues possibles pour limiter le problème des conflits agropastoraux au Niger, principalement dans les régions de Tillabéri et de Dosso, des régions situées au Sud-ouest du Niger, et identifiées par les mandants comme étant les plus souvent concernées par les conflits. Ces deux régions sont les régions d'intervention de VSF. Pour répondre à cette question, nous avons procédé par le biais d'un diagnostic qui se basera sur les causes, les manifestations et les conséquences des conflits agropastoraux dans les zones cibles de Tillabéri et de Dosso. Les hypothèses sur lesquelles se base cette analyse sont les suivantes :

Hypothèse 1 : Les conflits agropastoraux dans les régions de Tillabéri et Dosso ont pour origine la mauvaise gouvernance des ressources naturelles.

De manière générale, la forte croissance démographique et la pression accrue qu'elle engendre sur le foncier, les changements et les aléas climatiques, la crise sécuritaire, les conflits armés et les conflits ethniques sont identifiés comme cause des conflits agropastoraux au Sahel et au Niger en particulier (FAO, 2021b). Mais, comme le déclare l'IIED (2020) dans l'un de leurs rapports, ces éléments sont sûrement présents, mais la persistance de leur effet est sans doute une « conséquence de politiques foncières à courte vue et malavisées et d'une piètre gouvernance » (IIED, 2020). En d'autres termes, ces conflits dans la zone résulteraient d'une absence ou d'un faible niveau d'application des textes de loi.

Hypothèse 2 : Il existe des pratiques agricoles et d'élevage complémentaires et bénéfiques qui permettraient de limiter les conflits et en même temps de lutter contre l'impact des changements climatiques.

Autrefois, les pasteurs et les agriculteurs cohabitaient de manière harmonieuse dans une relation réciproque. En effet, on constatait une complémentarité entre les systèmes de production agricoles et pastoraux traditionnels. Autant les agriculteurs que les éleveurs bénéficiaient de l'entretien de relations de longue durée étroites et cordiales les uns avec les autres (Oumarou, 2011). De plus, il est reconnu par la communauté scientifique que la pratique de la transhumance et de l'agropastoralisme contribue à lutter contre les changements climatiques en favorisant la régénération des sols, la diversification des espèces et en réduisant les risques de feux notamment (CICR 2022 ; Moha, 2008). Ainsi, le présent document est organisé en trois grandes parties, la présentation de la méthodologie de recherche, la présentation des résultats et de la discussion et la conclusion et les recommandations.

1. Méthodologie

1.1. Zone d'étude

À la demande des mandants, les zones d'étude de Tillabéri et de Dosso ont été identifiées par des responsables de VSF, en se basant sur leur expérience concernant les points chauds de conflit agropastoral au Niger. Ainsi, étudier la situation dans ces zones permettra d'avoir une vue quelque peu holistique de la situation dans les autres zones. Le Niger est subdivisé en quatre zones agroécologiques : la zone saharienne, la zone sahélo-saharienne, la zone sahélienne et la zone sahélo-soudanienne. Les régions de Dosso et Tillabéri sont situées dans la zone sahélienne. Tillabéri est une zone pastorale et Dosso est une zone plus agricole ; cela dit, il existe également des pasteurs dans cette zone : elle est donc une zone de « cohabitation » (Guengant & Banoin, 2003).

1.2. Méthode de collecte de données

Les données utilisées dans ce rapport ont été obtenues par deux moyens : une revue de littérature et des entretiens. La revue documentaire a été la première étape du diagnostic. Elle s'est faite en consultant des rapports de l'IFDD, de VSF, de la FAO et d'autres organisations internationales ainsi que des articles scientifiques. En plus de servir de base de connaissances, cette revue a été utile pour la confection des guides d'entretien.

Les entretiens étaient de type individuel et semi-dirigé. Ils ont été encadrés par l'utilisation des guides d'entretien (Annexes 3 et 4). Leur structure a été inspirée par la méthodologie présentée dans le Guide d'organisation d'entretiens semi-dirigés avec des informateurs clés de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) (Laforest et al., 2011). Le but de ces outils était de faire ressortir de manière empirique : (i) les causes, les manifestations et les conséquences des conflits agropastoraux dans les zones de Dosso et Tillabéri et (ii) des pistes d'actions novatrices pour limiter cet enjeu. Pour ce faire, nous avons prévu que notre échantillon soit constitué d'agriculteurs, d'éleveurs des zones et de responsables de VSF. Mais, au vu des contraintes financières et de temps, nous n'avons pu effectuer que 4 entretiens : avec un représentant de l'organisme VSF, un représentant de l'Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger (AREN), un représentant du Réseau des organisations de pasteurs du Niger, ainsi qu'un pasteur, tous sélectionnés en fonction de leur disponibilité par un point focal au sein de l'équipe de VSF. La méthode d'entretien

individuel a été choisie en raison de la capacité à évaluer et à comprendre les phénomènes à partir d'une méthode de collecte de données qualitatives (Baribeau & Royer, 2012). En d'autres termes, cette méthode nous a permis de mieux confronter la réalité qui se passe dans les zones d'étude à celle reçue dans la revue de littérature, car elle permet aux répondants de s'exprimer sans restriction sur le sujet.

1.3. Méthode de présentation et d'analyse des données

Les données, une fois collectées, ont été analysées par l'analyse de contenu et elles sont présentées sous forme de carte, de texte et d'un schéma en suivant la logique de cause, manifestations et conséquences des conflits agropastoraux. Particulièrement pour la présentation des manifestations des conflits agropastoraux, elle a été inspirée de l'approche « ECRIS : Enquête Collective Rapide d'Identification des conflits et des groupes Stratégiques » de Thomas Bierschenk et Jean-Pierre Olivier de Sardan (1994). En combinant l'information obtenue par la revue de littérature et les entretiens semi-dirigés, il sera possible de réaliser un diagnostic représentatif des réalités de la région et présenter des suggestions réalisables sur le terrain.

2. Diagnostic

2.1. Revue de la littérature

Auparavant, l'abondance de l'espace avait permis une certaine autonomie entre l'agriculture et l'élevage. Il existait de larges espaces, car les superficies cultivées n'étaient pas très étendues. De plus, les actions désastreuses de l'homme sur l'environnement ainsi que les changements climatiques étaient peu visibles et n'impactaient pas fortement l'équilibre écologique. Dans ce contexte, les systèmes de l'élevage et de l'agriculture évoluent de manière quasi complémentaire. L'élevage demeurait un mode de production et un mode de vie social. Ce système d'élevage parvenait à satisfaire chaque jour les besoins alimentaires des éleveurs en lait et occasionnellement en viande. En échange de céréales, les agriculteurs fumaient leurs champs à travers les contrats de fumure. Les animaux transportaient les récoltes et parallèlement se nourrissaient des sous-produits agricoles (Oumarou, 2011).

En matière de conflits agropastoraux, la situation du Niger s'inscrit à la fois dans une dynamique interne, mais aussi dans une dynamique transfrontalière en raison des enjeux sécuritaires en Afrique de l'Ouest et de la transhumance. Depuis les dernières décennies, une augmentation des conflits liés à l'utilisation du foncier a été observée au Niger. Cela se traduit généralement en une plus grande concurrence dans l'accès à l'espace et aux ressources naturelles engendrant animosités, tensions, violences et représailles entre les protagonistes. Le tout menant à un bouleversement des pratiques et des modes de vie traditionnels (FAO, 2021a).

2.1.1. Manifestations des conflits agropastoraux

Selon un rapport de l'organisme de la Croix-Rouge, au Sahel central composé du Mali, du Niger et du Burkina Faso, ce serait environ 50 % des personnes déplacées à l'intérieur d'un même pays qui sont des éleveurs pastoraux (CICR, 2022). Les vols de bétail, les kidnappings et les meurtres sont récurrents dans ce contexte. Par exemple, l'Association des éleveurs du nord de la région de Tillabéri a enregistré, de manière non exhaustive, 316 meurtres d'éleveurs peuls et le vol de milliers d'animaux entre 1990 et 2007 (Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel [UNOWAS], 2018).

Les conflits entre éleveurs et agriculteurs sont souvent saisonniers et en quelque sorte prévisibles. Les périodes de pointe des conflits sont liées aux cycles agricoles et aux dommages champêtres que peuvent causer les animaux transhumants à certains moments donnés notamment après les semis et avant les récoltes (CICR, 2022 ; Moha, 2008).

2.1.2. Causes des conflits agropastoraux

Les différentes causes et les moteurs alimentant les conflits agropastoraux au Niger sont nombreux, interreliés et bien documentés. De manière générale, il est possible d'évoquer la forte croissance démographique et la pression accrue qu'elle engendre sur le foncier, les changements et les aléas climatiques, la crise sécuritaire et les conflits armés ainsi que le déficit ou plutôt l'érosion des mécanismes de gouvernance et de gestion des ressources naturelles (FAO, 2021b).

D'abord, c'est que la croissance démographique est particulièrement rapide au Niger avec un taux de variation annuel de plus de 3 % (UNOWAS, 2018). Ainsi, la population se densifie, certaines régions vont même atteindre une densité humaine de 100 habitants par kilomètre carré (FAO, 2021a) et l'espace se sature. En même temps, on pouvait voir que l'agriculture éprouvait la même pression en raison de l'intensification, surtout des cultures de rente. On assiste, d'année en année, à l'augmentation des superficies défrichées et cultivées. On observe une extension du domaine agricole où les agriculteurs vont jusqu'à en arriver à étendre leurs champs dans l'espace pastoral (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité [GRIP], 2012). Cette forte croissance de la population implique également l'arrivée massive d'éleveurs transhumants et des migrations internes contribuant à augmenter la pression sur les ressources naturelles disponibles (FAO, 2021b). L'évolution des animaux en zone septentrionale devient primordiale du fait de l'incompatibilité du séjour des grands troupeaux aux alentours des villages (Oumarou, 2011). Un chômage élevé chez les jeunes ruraux est aussi très présent avec un taux de plus de 50 % chez les 15 à 24 ans (FAO, 2021a).

Un autre facteur contribuant aux conflits agropastoraux qui est souvent évoqué est le changement climatique. En fait, la région du Sahel et le Niger plus spécifiquement sont considérés comme étant très vulnérables aux changements et aux aléas climatiques. Des saisons sèches plus longues et des saisons des pluies plus courtes ont été constatées depuis

une dizaine d'années. Sur cette même période, des fluctuations importantes de la pluviométrie ont été enregistrées avec de grandes périodes de sécheresse et des inondations fréquentes plus tôt qu'une répartition équilibrée des pluies (UNOWAS, 2018). Au niveau des températures, le constat est similaire, la région est de plus en plus chaude et pourrait être l'une des plus touchées par le réchauffement climatique (GRIP, 2012). On note d'ailleurs l'expansion du désert du Sahara sur les terres du Niger. Ultimement, l'érosion des sols, la dégradation des terres, la surexploitation des ressources et la dégradation du couvert végétal mènent à un déficit important en eau et en fourrages disponibles pour le pastoralisme (CICR, 2022 ; FAO, 2021b). Ces changements climatiques ont entraîné une extension et intensification des systèmes de cultures. Cette tendance s'est vue par une intensification des systèmes de cultures vivrières suivies par une intensification des cultures de contre-saison dans les zones de bas-fonds favorables (Garraud & Mahamane, 2012). Néanmoins, certains experts contestent l'importance des changements climatiques dans les conflits agropastoraux. Sans nier les répercussions environnementales des changements climatiques, ils insistent plutôt sur la vulnérabilité des populations sahéliennes et les facteurs sociopolitiques et économiques qui influencent leur situation (GRIP, 2012).

En ce sens, le déficit de mécanismes efficaces de gouvernance et de gestion des ressources naturelles est un facteur contribuant aux conflits agropastoraux qui ressort fréquemment. En effet, avec la colonisation de l'Afrique d'abord et la mondialisation ensuite, le Niger vit un affaiblissement de ses mécanismes traditionnels de gestion des ressources et des conflits. Parallèlement, les mécanismes modernes de gestion sont remis en cause par les communautés, les éleveurs et les agriculteurs qui contestent leur légitimité (FAO, 2021b). En raison d'une pluviométrie défavorable, les zones pastorales septentrionales sont parfois annexées par des agriculteurs pour des productions de cultures céréalières. De ce fait, les populations utilisent les terres pastorales en raison d'une insuffisance de foncier dans leurs terroirs. Ainsi, on assiste à une violation de la réglementation nigérienne sur la limitation des zones de cultures occasionnant les problèmes d'insécurité foncière pour les nouveaux exploitants et affaiblit le système pastoral transhumant (Garraud & Mahamane, 2012). La gestion foncière est devenue plus complexe en raison des évolutions sociales, institutionnelles, économiques récentes. On peut penser entre autres à la commercialisation des terres qui donne maintenant lieu à de la spéculation, de l'appropriation par le secteur

privé et de l'accaparement (FAO, 2021a). Des nouvelles lois, codes et réglementations ruraux sont édités et administrés de manière variable selon les collectivités et les autorités en place (CICR, 2022). La connaissance des mécanismes nouvellement mis en place est particulièrement difficile pour les pasteurs qui sont peu instruits et informés. Cela fait place à des modes de régulation conflictuels et inéquitables où les préjugés socioculturels contre les pasteurs contribuent à la détérioration du climat social et aux tensions intercommunautaires. Les protagonistes des conflits peuvent alors avoir recours à la violence et aux représailles plutôt qu'au droit (FAO, 2021a ; FAO, 2021b ; CICR, 2022). Il est important de noter que les institutions étatiques et l'État de droit sont plutôt faibles au Niger, particulièrement dans les zones où se situent les conflits armés (GRIP, 2012 ; FAO, 2021b).

Les conflits sur lesquels portent le présent travail sont principalement ceux entre éleveurs et agriculteurs, mais il semble y avoir un chevauchement entre les activités de terroristes, incluant les insurrections et les attaques périodiques, et le banditisme armé, qui alimente et intervient directement dans les conflits agropastoraux (UNOWAS, 2018). En effet, le terrorisme présent en Afrique de l'Ouest et au Sahel est un facteur aggravant qui complexifie les conflits agropastoraux et nuit à la capacité de l'État et de la société civile d'intervenir (Réseau Ouest-africain pour l'édification de la paix [WANEP], 2020). On peut citer notamment le mouvement Boko Haram présent dans certaines régions du Niger (FAO, 2021b). Les groupes politiques et les groupes armés manipulent les situations de conflits agropastoraux pour alimenter les fractures sociales entre les différents groupes et gagner du soutien. Ce phénomène contribue à l'affaiblissement et à la perte de crédibilité de l'État, ainsi qu'à la radicalisation de la population rurale, surtout chez les jeunes chômeurs sans autres perspectives. Ainsi, les simples agriculteurs et éleveurs sont de plus en plus armés et polarisés de sorte à mener à une augmentation des pertes en vies humaines (WANEP, 2020).

2.2. Présentation des résultats des entretiens

Dans le cadre d'entretiens semi-dirigés, il a été possible d'échanger avec quatre répondants d'intérêts. M. Amadou Halilou est un représentant du Réseau des organisations de pasteurs du Niger. Sa participation a permis d'identifier certains enjeux clés au sein du groupe de

pasteurs traversant les zones de conflits. M. Aboubacar Abdoukadi, un pasteur de la région de Dosso, était un autre répondant qui a accepté de participer aux entretiens. Nous avons été mis en contact avec cet intervenant de manière à avoir le point de vue d'un pasteur lui-même sur les conflits agropastoraux desquels ils ont été témoins. M. Nounou Idi, un représentant de l'Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger (AREN) a aussi été rencontré. Cette association regroupe les éleveurs de différentes régions du Niger et a été mise sur pied en raison d'un déficit dans la prise en compte des intérêts des pasteurs dans les conflits agropastoraux. L'association agit sur la prévention des conflits selon des axes transversaux d'actions et est impliquée dans l'application des mesures de réduction des conflits agropastoraux au Niger. Finalement, le dernier répondant est nommé M. Aminou Rabiou et il est un représentant de VSF. Au sein de l'organisme, il œuvre notamment à la mise en place de projet visant à limiter les conflits agropastoraux dans plusieurs régions du Sahel et est actuellement impliqué dans le déploiement du projet NEXUS au Niger dans le cadre du partenariat avec l'IFDD. Au cours des entretiens, plusieurs éléments sont ressortis des réponses des différents répondants. Les prochaines sections présenteront les grandes thématiques des éléments d'intérêts issus des entretiens semi-dirigés réalisés.

2.2.1. Les causes des conflits

Dans les régions de Tillabéri et Dosso, trois principaux éléments ont été identifiés comme cause des conflits agropastoraux à l'issue de nos entretiens. Il s'agit de : la pression démographique, des changements climatiques, du non-respect des textes de loi. Pour les deux représentants d'associations de pasteurs, les conflits agropastoraux ont à leur fondement l'enjeu de l'accès aux ressources naturelles et de leur gouvernance. Le non-respect des lois et de la réglementation en vigueur constitue aussi un enjeu d'importance récurrent selon l'ensemble des répondants. On peut penser entre autres au non-respect des limitations spatiales du territoire qui se divisent en trois types de zones, les zones pastorales, les zones agropastorales et les zones agricoles et à l'accès aux points d'eau.

La pression accrue sur les ressources naturelles exercée par les changements climatiques et la croissance démographique sont aussi des facteurs évoqués par les représentants d'organismes. C'est que les conflits agropastoraux se seraient amplifiés dans les dernières

décennies en raison notamment de la détérioration de la qualité des terres et la disparition de points d'eau causée par les changements climatiques et une augmentation de la pression sur la quantité de nourriture disponible créée par une population grandissante. Ces éléments rapportés par les répondants confirment les causes identifiées à travers la revue de la littérature disponible.

2.2.2. Les manifestations et les conséquences des conflits

Du point de vue des manifestations et des conséquences des conflits agropastoraux, les données collectées ont également permis de confirmer des éléments identifiés par l'exercice de revue de la littérature. C'est le cas pour ce qui est de la saisonnalité des conflits puisque les répondants ont réitéré que les conflits avaient principalement lieu pendant la période des récoltes, alors qu'il est interdit aux éleveurs et animaux d'accéder aux champs. Les éleveurs descendent vers le Sud à la fin de la saison des pluies, soit durant les mois d'octobre, novembre et décembre, ce qui concorde généralement avec les périodes de conflits plus intenses. Il y a par la suite des accalmies jusqu'à la prochaine saison. Le représentant de l'association de pasteurs a aussi souligné le manque de communication entre les acteurs concernant les dates de libération des champs comme facteur contribuant aux conflits.

Les conflits sont déclenchés soit directement sur le lieu où les animaux vont paître, soit dans les zones de récoltes agricoles. Comme discuté, il existe une structure légale entourant les couloirs de passages réservés aux éleveurs. Le non-respect des textes de loi en vigueur vis-à-vis ces corridors est à la source des conflits agropastoraux. Les animaux ont tendance à déborder dans les champs et les agriculteurs ont tendance à les prendre et à demander un dédommagement pour les libérer.

L'accès à l'eau pour les animaux d'élevage est aussi un enjeu important. Lors de leur migration, les éleveurs doivent parfois dévier des couloirs de passages afin d'abreuver leurs animaux pendant des saisons particulièrement sèches. Ce changement d'itinéraire cause souvent des dommages aux champs agricoles. Les conflits peuvent provoquer des représailles qui se transposent jusque dans les villages, où il peut y avoir des dommages supplémentaires, tels que la perte d'animaux dans les troupeaux, déclenchement de feux aux récoltes et aux maisons.

Deux répondants ont aussi mentionné que les régions du Sud accueillent les populations du nord, ce qui provoque une pression plus grande sur les ressources, donc ce qui peut entraîner le déclenchement de conflits armés. Il arrive parfois que les éleveurs demeurent aux mêmes endroits trop longtemps et cette présence peut déclencher des conflits. Contrairement à ce qui est ressorti de la revue de littérature, le représentant de VSF insistait sur le fait que les conflits ne sont pas forcément entre des groupes ethniques ou religieux opposants, mais il s'agit vraiment de conflits opposant les éleveurs et les agriculteurs de manière transversale. En effet, comme mentionne Rhissa (2010) dans son rapport sur le secteur de l'élevage au Niger, la quasi-totalité des neuf¹ (9) groupes ethniques pratique l'élevage même si jadis ce n'était pas le cas.

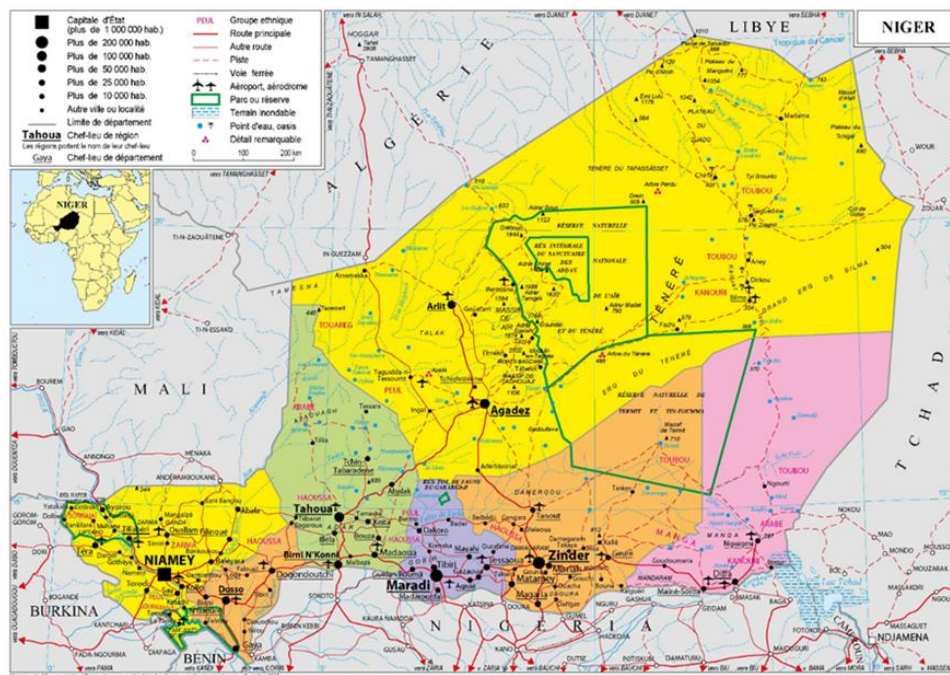
2.2.3. Les mécanismes en place pour mitiger et résoudre les conflits

Les entretiens semi-dirigés ont surtout permis de recueillir de l'information sur les mécanismes existants qui visent à limiter les conflits agropastoraux ou les résoudre puisqu'il s'agit du principal axe d'intervention de la majorité des répondants. Ce qui ressort rapidement à ce sujet est la mise en place de couloirs de passage pour les pasteurs transhumants et leurs animaux. Les couloirs mesurent entre 20 et 30 mètres nécessaires au déplacement des élevages près de ces couloirs généralement sont construits des endroits dédiés au pâturage et l'abreuvement. Ces couloirs sont balisés par du béton ou des arbres et des arbustes. De plus, ils sont surveillés par les commissions foncières. Les couloirs s'étendent du nord vers le sud avec des passages internationaux qui traverse les frontières des différents pays adjacents. La mise en place des couloirs a été effectuée selon une approche participative entre les éleveurs et les agriculteurs. Il existe des cas où les balises des couloirs sont déplacées, pas les pasteurs ou encore les agriculteurs. Tant que les pouvoirs publics n'appliqueront pas la loi sur la protection de ces couloirs telle quelle, la pression entre les groupes sera forte. Malgré tout, nous retenons que les intervenants ont remarqué une baisse drastique des conflits agropastoraux depuis la mise en place des

¹ Haoussa, Zarma Songhai, Peul, Touareg, Bérébéri, Toubou, Arabe, Gourmantché, Boudouma

couloirs de passage et de leur surveillance. Les couloirs et routes de déplacements sont représentés à la figure 1 ci-dessous.

Figure 1 : Carte des routes et des zones de déplacement au Niger



Source : ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2023.

L'ensemble des répondants étaient en mesure d'identifier et de nous parler de mécanismes officiels de résolution des conflits. Lors de dommages dans les champs, une commission paritaire composée de représentants publics, d'agriculteurs et de pasteurs fait l'évaluation des coûts des dommages. Les agriculteurs ne sont pas forcément d'accord avec la valeur de la récolte estimée pour le dédommagement, mais cette méthode permet, de manière générale, d'éviter les conflits armés. Il arrive parfois que les évaluations ne soient pas effectuées par des acteurs impartiaux, ce qui entraîne des abus dans l'établissement de la valeur des pertes falsifié pour obtenir sa part de rétribution. Toutefois, cette situation est évitée lors de l'utilisation des comités paritaires. Le règlement de conflits à l'amiable au moment de la constatation des dégâts est grandement souhaité dans la majorité des cas, mais le recours aux tribunaux est parfois nécessaire. Plusieurs acteurs et intervenants contribuent à la prévention et à la réduction des conflits. Il s'agit des structures de la société civile, structure de l'état, les comités paritaires et les commissions foncières, qui sont la

déclinaison de l'analyse des questions d'analyse des droits fonciers et de ressources naturelles, le tout en collaboration avec les organisations de sociétés civiles pastorales.

Pour les représentants de VSF et des associations représentant les intérêts des éleveurs, la mitigation des conflits passe par la sensibilisation, l'encadrement et la collaboration. Grâce au renforcement des capacités des agriculteurs et des éleveurs en termes de formation et de sensibilisation du respect de la loi, au transfert d'information, au renforcement de la cohésion sociale, ainsi qu'à l'éducation sur l'importance du passage des animaux pour la fertilité des sols, pour le transport des semences par les excréments, mais aussi pour le transport direct permettant l'accès aux marchés, il est possible de réduire les tensions entre les opposants. Pour les répondants interrogés, il est utopique de croire qu'il pourrait n'y avoir aucun conflit. Toutefois, la médiation à l'amiable est une solution qui est envisageable et souhaitable. Les conflits ne sont jamais justifiés, mais il existe des conditions qui font en sorte qu'ils sont inévitables notamment lorsque les lois ne sont pas respectées ni appliquées. Les lois ne sont parfois pas respectées pour des raisons pécuniaires ou pour des raisons de positionnement politique. Il existe également un manque de ressources pour la mise en place des actions prévues et souhaitées. Un répondant évoque notamment la mise en œuvre tardive ou inexistante de schémas d'aménagements fonciers qui mène à la confusion sur l'utilisation du territoire par les parties prenantes et peut par la suite escalader en conflit.

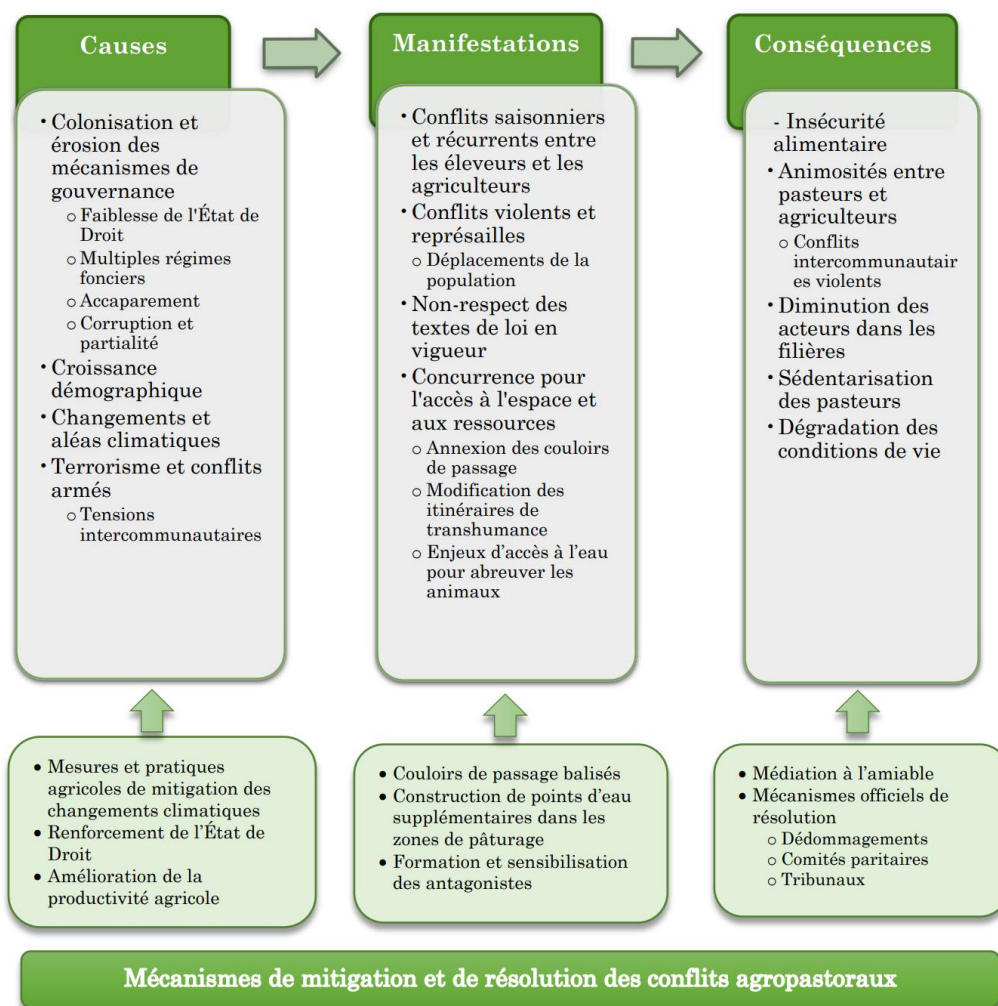
Selon un des répondants, les objectifs qui devront être poursuivis pour la réduction des conflits agropastoraux devraient être axés sur l'amélioration des conditions de production, l'exploitation efficace et efficiente des ressources naturelles et des ressources productives par les agriculteurs et les éleveurs. L'installation de puits dans les zones de pâturage est également une avenue pour mitiger les conflits liés à l'accès à l'eau, mais cette solution demeure payante dans plusieurs des régions.

2.3. Analyse des résultats et diagnostics de la situation des conflits agropastoraux au Niger

À l'une des deux sections précédentes, il est possible d'élaborer le diagnostic de la situation des conflits agropastoraux au Niger selon le cadre de causes, manifestations, conséquences,

incluant les mécanismes de mitigation et de résolution des conflits. La figure 2 présentée ci-dessous illustre ce diagnostic.

Figure 2 : Causes, manifestations et conséquences des conflits agropastoraux au Niger



Ainsi, il est permis d'affirmer que la mitigation des impacts négatifs des conflits agropastoraux peut être amenée et appliquée autant au niveau des causes que des manifestations et des conséquences de ces derniers. Comme les causes sont structurelles et généralement hors du champ d'action des mandants, les mécanismes de mitigation au niveau des manifestations et des conséquences des conflits sont les plus pertinents dans le contexte du présent mandat.

3. Recommandations

À la lumière de ce qui précède, il apparaît que certaines conditions sont favorables à la réduction des conflits agropastoraux au Niger et dans les régions de Tillabéri et Dosso. Il convient d'abord de reconnaître que la pratique du pastoralisme est menacée par les changements socio-économiques observés dans toute la région de l'Afrique de l'Ouest tels que la croissance démographique rapide, les conflits armés et le terrorisme, l'érosion des mécanismes de gouvernance traditionnels jumelée à la faiblesse de l'État de droit auquel s'ajoutent les changements et les aléas climatiques. Pourtant, la pratique du pastoralisme et de la transhumance est essentiellement une méthode d'adaptation aux changements climatiques. Grâce à ces déplacements, les pasteurs s'adaptent en temps réel aux ressources disponibles pour leur troupeau (CICR, 2022 ; Centre pour le dialogue humanitaire [HD], 2021). La pratique de la transhumance et du pastoralisme est donc une stratégie efficace et cruciale en plus d'être bénéfique aux activités agricoles ainsi qu'à l'économie rurale de manière générale (WANEP, 2020).

Parmi les conditions optimales pour réduire l'ampleur des conflits agropastoraux, il y a en premier lieu, la réduction de la dégradation de l'environnement, notamment par la restauration et la mise en valeur des terres dégradées (FAO, 2021a). L'amélioration de la productivité agricole, notamment celle de la culture des plantes fourragères, serait également favorable à la sécurisation des pratiques de transhumance (CICR, 2022). En outre, la représentativité des femmes, des jeunes, de la diversité socioculturelle et socioprofessionnelle au sein des mécanismes de prise de décision et de concertation serait aussi bénéfique pour renforcer le recours au droit plutôt qu'à la violence en augmentant la confiance de la population envers ses institutions et en améliorant la cohésion sociale (UNOWAS, 2018 ; FAO, 2021b ; CICR, 2022). La stigmatisation des communautés pastorales doit être adressée pour réduire la méfiance de celles-ci envers les institutions en place. Cela passe nécessairement par une meilleure représentation et prise en compte politique et administrative des réalités de ces communautés (CICR, 2022).

Un autre élément d'importance pour limiter les conflits agropastoraux est incontestablement l'amélioration de la gestion des ressources naturelles. Des politiques concertées, une réglementation suffisante, une meilleure accessibilité des services

techniques et le développement d'infrastructures agropastorales contribueraient grandement à réduire les manifestations des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs (UNOWAS, 2018, CICR, 2022, WANEP, 2020 ; FAO, 2021a). On peut notamment évoquer la révision et l'adaptation concertée des itinéraires existants pour qu'ils soient moins dommageables sur les écosystèmes fragiles (UNOWAS, 2018 ; CICR, 2022), la sécurisation des aires de pâturage et des couloirs de pâturage grâce, entre autres, aux technologies GPS et à la protection juridique (CICR, 2022 ; UNOWAS, 2018), la construction de nouveaux puits et points d'eau accessibles pour les pasteurs et leurs troupeaux (UNOWAS, 2018) ainsi que la protection des champs et des cultures des agriculteurs conformément aux codes pastoraux (UNOWAS, 2018 ; HD, 2021). De manière générale, il est suggéré à l'IFDD et à VSF, en tant que représentants de la société civile, de faire des représentations et des revendications auprès de l'État et des différentes instances administratives en faveur des conditions et éléments évoqués plus haut.

De manière plus spécifique, dans le cadre du déploiement du projet NEXUS, quelques recommandations pertinentes pour limiter le problème des conflits agropastoraux peuvent être formulées :

1) Sensibiliser les agriculteurs sur les bénéfices partagés du pastoralisme en vue de renforcer la cohésion sociale

La transhumance des pasteurs du Nord vers le Sud demande nécessairement la bonne entente entre les communautés pastorales en déplacements et les communautés agricoles hôtes (Moha, 2008). La sensibilisation des agriculteurs sur les bénéfices mutuels du pastoralisme renforcerait la cohésion sociale. Ce mode d'élevage comporte des bénéfices pour les agriculteurs, notamment sur leurs cultures et sur l'économie locale, ce qui constitue un avantage pour le renforcement de la cohésion sociale entre éleveurs et agriculteurs (WANEP, 2020). Il faudrait d'abord commencer par la fumure animale qui maintient la fertilité des sols cultivés. Un zébu, en équivalent d'unité de bétail tropical (UBT), expulse dans les matières fécales et de l'urine 800 à 1000 kg/an de matière organique, de 400 à 500 kg/an de carbone et de 20 à 35 kg/an d'azote (Richard et al., 2019). L'occupation momentanée des pâturages par les troupeaux contribue à leur régénération, à

la diversité biologique et des espèces, à la réduction des risques de feux de végétation et ultimement à la fertilité des sols (CICR, 2022).

Il existe également plusieurs relations et activités économiques complémentaires entre l'élevage et l'agriculture (Moha, 2008). Par exemple, les animaux peuvent servir de transport attelé des résidus de récolte réservés à l'exploitation pour complémentation. Ses bénéfices font de l'élevage un élément fondamental de la viabilité économique et sociale des exploitations familiales spécifiquement dans ses zones pastorales et agropastorales. C'est un système de production qui à travers sa mobilité soutient les réseaux sociaux en assurant la sécurité face aux changements climatiques, mais aussi permet de lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire (Richard et al., 2019).

Ainsi, la promotion des avantages mutuels du pastoralisme et des bonnes relations entre les communautés est une pratique fortement recommandée (WANEP, 2020). Des campagnes de communications et de sensibilisation des bénéfices partagés et pour la coexistence pacifique pourraient être envisagées (UNOWAS, 2018).

2) Promouvoir et soutenir la médiation à l'amiable

En second lieu, la revue de la littérature et les entretiens avec des intervenants sur le terrain ont mis en évidence la difficulté du recours au droit et l'efficacité de la médiation à l'amiable à résoudre les conflits liés à l'exploitation des ressources agropastorales. Bien que le Niger se soit doté d'un Code rural reconnaissant l'importance des systèmes pastoraux et garantissant la mobilité de ceux-ci, l'absence de mécanismes de gouvernance et de résolution de conflit effectif et efficace, les conflits de faible ampleur ont tendance à escalader en conflits armés (HD, 2021 ; FAO, 2021a). La multiplication des instances d'arbitrage et le manque de représentativité politique jumelé à l'interprétation et l'application parfois inéquitable des règlements et lois généralement en faveur des populations locales et sédentaires ont démontré les défaillances des structures en place (CICR, 2022 ; FAO, 2021a). La confiance des populations envers l'État s'est ainsi érodée, alors que les systèmes de médiation et de gouvernance traditionnels sont remis en cause par les changements socioculturels et politiques actuels (WANEP, 2020).

Néanmoins, les intervenants rencontrés et certaines initiatives recensées par la littérature témoignent du potentiel et de la pertinence de la médiation agropastorale à l'amiable par une tierce partie (UNOWAS, 2018 ; WANEP, 2020 ; HD, 2021). Effectivement, l'organisation non gouvernementale le centre pour le Dialogue Humanitaire (HD) déploie, depuis 2016, un réseau de médiateurs aux frontières du Mali, Niger et du Burkina Faso qui a su faire ses preuves (WANEP, 2020 ; HD, 2021). Cette initiative a d'ailleurs mené à un accord important entre les Peuls et les Dogons dans la région de Mopti au Mali, en 2018 (UNOWAS, 2018).

Par cette médiation d'un autre type, on favorise la communication, la sensibilisation et la recherche d'un consensus satisfaisant de manière à résoudre les conflits agropastoraux durablement (HD, 2021). La médiation permet une résolution plus rapide qu'en ayant recours à la justice et une meilleure adhésion aux solutions retenues (WANEP, 2020 ; HD, 2021). Des médiateurs, identifiés pour leur leadership et la reconnaissance de leurs pairs, sont accompagnés, formés et outillés afin d'intervenir de manière neutre et efficace et sont en mesure de faire le suivi de l'application des solutions retenues (HD, 2021 ; WANEP, 2020). Ce type de médiation s'appuie sur les mécanismes traditionnels et valorise tout en tenant en compte des nouveaux acteurs influents (HD, 2021). Selon le centre pour le Dialogue Humanitaire (2021), la médiation de ce type aurait permis une meilleure prise en charge des conflits depuis le démarrage, une diminution des animosités, une cohésion sociale renforcée ainsi qu'une résurgence des pratiques de dialogue et de concertation.

Dès lors, il est recommandé de promouvoir et de soutenir la médiation à l'amiable, à la façon de HD en misant sur le capital social local disponible de même qu'en formant et en outillant (« boîte à images » qui explicite simplement les points importants figurant dans les textes de loi, copie de procès-verbaux vierges, répertoire téléphonique, répertoire des signes distinctifs du bétail, etc.) des leaders communautaires pour créer un bassin de médiateurs informés et objectifs pouvant être mobilisés en cas de conflits (GRIP, 2012). Cela peut impliquer la participation des chefs coutumiers et leaders religieux qui exercent une influence importante sur la consolidation de la cohésion sociale (FAO, 2021a).

3) Favoriser et soutenir la communication des informations importantes telles que les dates de libération des champs

L'information, la sensibilisation entraîne le renforcement des capacités locales et du dialogue intra et intercommunautaire (Oumarou, 2011). Une bonne communication sur les dates de libération des champs diminuerait davantage les conflits agropastoraux. Cependant, il faudrait des stratégies pour gérer une telle chose soit par les agents disponibles, soit par l'utilisation de la technologie comme la radio. Les agents se chargeront d'informer les concernés une semaine avant la date de libération, évitant ainsi les confusions. Par la radio, qui est indispensable dans les stratégies de communication, une source d'information fiable et le plus utilisé dans ses milieux pourraient ainsi faciliter l'information sur les dates de libération des champs. Ainsi, plusieurs autres informations pourraient être passées à travers ses stratégies.

Il est donc recommandé de valoriser davantage les médias pour informer et diffuser de l'information importante permettant de limiter les conflits agropastoraux (FAO, 2021a). Les radios communautaires peuvent être mobilisées à cette fin en communiquant les droits et devoirs de chacun en lien avec la gestion des ressources naturelles, en alertant des risques de conflits potentiels, notamment les mouvements inattendus des troupeaux et en diffusant des émissions relatives à la culture de la paix, ainsi qu'aux us et coutumes des communautés pour favoriser la cohésion sociale (CICR, 2022 ; FAO, 2021a).

D'autres outils pertinents peuvent également être mobilisés pour faciliter la prise en compte et la diffusion d'informations importantes pour sécuriser les mouvements transhumants tels que le Transhumance Tracking Tool (TTT) de l'Organisation internationale pour les migrations ou le Livestock Identification and Traceability system (LITS) de l'Organisation mondiale de la santé animale (CICR, 2022).

4) Renforcer la connaissance des populations sur la réglementation et le droit

La mobilité des éleveurs nomades et transhumants est un droit garanti au Niger dans les textes de loi relatifs au pastoralisme (HD, 2021). La nouvelle législation instaurée dans la dernière décennie mise davantage sur la protection de la zone pastorale contre l'expansion du domaine agricole, la reconnaissance du statut de terres communes accordé aux zones pastorales ainsi que la reconnaissance du droit à la mobilité (FAO, 2021b). Cela s'inscrit dans une accentuation de l'importance accordée aux lois, codes et réglementations rurales

nouvellement adoptés et appliqués par les autorités administratives causées par les changements sociaux, politiques et institutionnels (CICR, 2022). Toutefois, comme mentionnés précédemment, les éleveurs et pasteurs peu instruits et informés ont de la difficulté à faire recours au droit puisqu'ils ne maîtrisent pas ces lois, codes et réglementation.

Une recommandation importante est donc de renforcer la littératie des populations sur les lois, codes et règlements en vigueur sur la transhumance et de les sensibiliser aux différentes politiques agropastorales (UNOWAS, 2018 ; WANEP, 2020). En réalisant des activités de transferts de connaissances, de formation et de vulgarisation, il est possible de renforcer les capacités des éleveurs et pasteurs vulnérables qui pourront désormais avoir une meilleure connaissance et compréhension des réglementations et lois pour ainsi mieux faire valoir leurs droits (FAO, 2021b).

Conclusion

En conclusion, nous souhaitons revenir sur les deux hypothèses posées dans ce rapport ainsi que les recommandations d'efforts dans le but de réduire les conflits agropastoraux au Niger. En premier temps, nous avons posé l'hypothèse que les conflits agropastoraux dans les régions de Tillabéri et Dosso ont pour origine la mauvaise gouvernance des ressources naturelles. Comme mentionné dans les sections précédentes, la gouvernance est un aspect extrêmement important selon nous dans la gestion des conflits agropastoraux. Nous recommandons plusieurs pistes de solutions telles que la mise en place de politiques concertées et une réglementation suffisante. Comme mentionné dans nos entretiens, il est nécessaire que ces leviers de résolution soient communiqués de façon appropriée aux acteurs impliqués. Cependant, nous avons identifié, par l'entremise de la revue de littérature et nos entretiens, d'autres causes des conflits agropastoraux telles que les différences culturelles et les impacts des changements climatiques qui ne sont pas directement causés par la mauvaise gestion des ressources naturelles. Notre deuxième hypothèse supposait qu'il existe des pratiques agricoles et d'élevage complémentaires et bénéfiques qui permettraient de limiter les conflits et en même temps de lutter contre l'impact des changements climatiques. En approfondissant nos recherches, nous avons trouvé quelques sources scientifiques qui confirmaient que la pratique de la transhumance et de l'agropastoralisme contribuent à lutter contre les changements climatiques en favorisant la régénération des sols, la diversification des espèces et en réduisant les risques de feux notamment (CICR 2022 ; Moha, 2008). De plus, selon nos entretiens, nous avons appris que la mise en place de corridors de passage pour les pasteurs dans les régions affectées a réduit les conflits agropastoraux. Nous pouvons donc confirmer notre hypothèse.

Afin d'améliorer les relations pasteurs – agriculteurs et de réduire les conflits agropastoraux dans les régions de Tillabéri et Dosso, nous recommandons d'entreprendre des projets et initiatives avec les objectifs suivants ; sensibiliser les agriculteurs sur les bénéfices partagés du pastoralisme en vue de renforcer la cohésion sociale, promouvoir et soutenir la médiation à l'amiable, favoriser et soutenir la communication des informations importantes

telles que les dates de libération des champs ainsi que renforcer la connaissance des populations sur la réglementation et le droit.

Bibliographie

- Bado, V., van Rooyen, A., Umutoni, C. & Whitbread, A. (2021). *Involving Stakeholders in Crop-Livestock Systems Analysis: Innovation Platforms in Burkina Faso and Niger, West Africa*. Kenya Agricultural and Livestock Research Organization.
- Baribeau, C. & Royer, C. (2012). *L'entretien individuel en recherche qualitative : usages et modes de présentation dans la Revue des sciences de l'éducation*. *Revue des sciences de l'éducation*, 38 (1), 23–45. <https://doi.org/10.7202/1016748ar>
- Bierschenk, T. & Olivier de Sardan, J-P. (1994). *ECRIS : Enquête Collective Rapide d'Identification des conflits et des groupes Stratégiques*. Bulletin de l'APAD.
- Boubacar, O. (2011). *Pasteurs nomades face à l'État du Niger*. L'Harmattan, pp. 217-237.
- Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS). (2018). *Pastoralisme et sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel : Vers une coexistence pacifique*.
- Burton, C. & Justus, R. (2013). *Dynamiques des conflits et médias au Niger et à Tahoua — Revue de littérature*.
- Centre pour le dialogue humanitaire (HD). (2021). *Médiation agropastorale au Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad)*.
- Comité international de la Croix-Rouge (CICR). (2022). *Note conceptuelle sur un programme de réponse intégrée à la problématique des « conflits entre éleveurs et agriculteurs au Niger » liées à la transhumance*.
- Food and Agriculture Organization (FAO). (2021a). *Le Niger — Analyse des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles : Note de synthèse*. Rome.
- Food and Agriculture Organization (FAO). (2021b). *Le Niger — Analyse des conflits liés à la transhumance dans la région de Diffa : Note de synthèse*. Rome.
- Garraud, S., & Mahamane, L. (2012). *Évolution des pratiques d'adaptation des communautés agropastorales de la zone de Tillabéri-Nord et de Tahoua au Niger dans un contexte de changements climatiques*. *Science et changements planétaires/Sécheresse*, 23 (1), 24-30.
- Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP). (2012). *Changement climatique et conflits agro-pastoraux au Sahel : Note d'analyse*.
- Groupe Banque Mondiale. (2023). *Niger — Vue d'ensemble*. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/niger/overview>
- Gonin, A. (2016). Les éleveurs face à la territorialisation des brousses : repenser le foncier pastoral en Afrique de l'Ouest. In *Annales de géographie* (No. 707, pp. 28-50).
- Guengant, J & Banoïn, M. (2003). *Dynamique des populations, disponibles en terres et adaptation des régimes fonciers : le cas du Niger*.

- Habou, Z. A., Boubacar, M. K., & Adam, T. (2016). *Les systèmes de productions agricoles du Niger face au changement climatique : défis et perspectives*. International Journal of Biological and Chemical Sciences, 10(3), 1262–1272.
- International Institute for Environment and Development (IIED). (2020). *Conflit entre agriculteurs et éleveurs en Afrique : repenser le phénomène*.
- Institut National des Statistiques (INS). (2020). *Annuaire des statistiques — 2020*. https://www.stat-niger.org/wp-content/uploads/publication_sectorielle/annuaire/agriculture/Annuaire_statistique_2020_edition_2022.pdf
- Institut National de la Statistique (INS). (2019). *Agriculture et conditions de vie des ménages au Niger*. <https://pnin-niger.org/pnin-doc/web/uploads/documents/113/Doc-20191021-083658.pdf>
- Laforest, J., Bouchard, L.M. & Maurice, P. (2011). *Guide d'organisation d'entretiens semi-dirigés avec des informateurs clés*. https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1315_GuideOrgaEntretiensSemiDirigInfo rmCles2eEd.pdf#:~:text=L%E2%80%99entretien%20semi-dirig%C3%A9%20est%20une%20m%C3%A9thode%20qui%20permet%20de,dans%20certains%20secteurs%20ou%20segments%20de%20la%20population.
- Meaux, S., Jouve, P., & Maiga, A. (2004). *Aménagement hydraulique et conflits agropastoraux Analyse spatio-temporelle en zone Office du Niger (Mali)*. Cahiers Agricultures, 13 (6), 495-503.
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2023). *Présentation du Niger*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/niger/presentation-du-niger/>
- Moha, M. (2008). *Les relations entre agriculteurs et éleveurs en contexte de crise alimentaire à Roubou-Sakabal*. *Afrique Contemporaine*. 1 (225), p. 137-159.
- Nations Unies. (2022). *Niger : une situation alimentaire et nutritionnelle toujours inquiétante, selon OCHA*. <https://news.un.org/fr/story/2022/12/1130962>
- Organisation internationale de la Francophonie (OIF). (2023a). *Nexus*. <https://www.ifdd.francophonie.org/projets/nexus/>
- Organisation internationale de la Francophonie (OIF). (2023 b). *Qui sommes-nous ?* <https://www.ifdd.francophonie.org/qui-sommes-nous/>
- Oumarou, B. (2011). *Pasteurs nomades face à l'État du Niger. Pasteurs nomades face à l'État du Niger*. L'harmattan, pp. 217-237.
- Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger. (2020). *Atténuer les conflits agropastoraux en Afrique de l'Ouest*. https://reca-niger.org/IMG/pdf/rapport_thematique_april_2020.pdf

- Réseau national des Chambres d'Agriculture du Niger. (2019). *Initiative 3N/cadre stratégique*. <https://reca-niger.org/spip.php?article470>
- Réseau Ouest-africain pour l'édification de la paix [WANEP]. (2020). *Rapport thématique : Atténuer les conflits agropastoraux en Afrique de l'Ouest : La nécessité de revisiter les moyens d'actions pour l'application effective des recommandations*.
- Richard, D., Alary, V., Corniaux, C., Duteurtre, G., & Lhoste, P. (2019). *Dynamique des élevages pastoraux et agropastoraux en Afrique intertropicale* (p. 268). Éditions Quae.
- Rhissa, Z. (2010). *Revue de sur le secteur de l'élevage au Niger*. Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales. https://reca-niger.org/IMG/pdf/Niger_Revue_national.pdf
- United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). (2021). *Contribution déterminée au niveau national*. https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/CDN_Niger_R%C3%A9vis%C3%A9e_2021.pdf
- United Nations Office for Project Services (UNOPS). (2023). *L'agriculture, moteur du développement au Niger*. <https://www.unops.org/fr/news-and-stories/stories/better-prospects-for-nigers-farmers>
- Vétérinaires Sans Frontières [VSF]. (2023). *À Propos de Nous*. <http://vsf-international.org/fr/qui-sommes-nous/>